

Bagarres au couteau entre migrants devant la fac de Marseille : et le charter, jamais, Macron ?

écrit par Christine Tasin | 29 septembre 2018



Voilà une Université où il fait bon travailler...

Spectacles de combats à l'oeil tous les jours depuis la fac, et avec quel piment : la peur de sortir de la fac, la peur d'y entrer, la peur que le spectacle de couteaux recourbés comme des sabres ne parvienne à la fac.

Mieux encore : délicieuses odeurs de pisse et de merde à savourer quand on arrive, quand on part, odeurs gagnant peu à peu tout le campus.

Le bonheur absolu : pas besoin de traverser la Méditerranée pour goûter l'exotisme et les délices du bled. Le bled devant l'Université, à portée de mains.

Et des sacrées perspectives d'études : les frileux, les peureux... vont se dégonfler, à la rentrée prochaine c'est sûr, il y aura de la place dans les amphis, les étudiants vont avoir le plaisir d'être bien suivis par le corps professoral qui va les chouchouter et peut-être même leur donner leurs examens sans barguigner, histoire d'attirer le chaland pas trop délicat de l'odorat et rompu au lancer de couteau.

Mais l'article ci-dessous nous rassure. Le doyen de l'Université, Pierre Granier, est au courant, il va même lancer une pétition !

L'Université est sauvée. Il est certain que la signature de 200 ou 2000 pékins va réussir à ébranler le Maire et le Préfet...

Or, Gaudin s'en lave les mains, c'est la Préfecture qui accepte les clandestins, à elle de s'en dépatouiller. Ce qui n'est pas faux.

Mais le Préfet, lui, est mal parti. Il a trouvé un remède miracle : des réunions et des discussions vont avoir lieu à la Préfecture, il va mettre un peu plus de policiers devant la fac, et payer de bons Français pour nettoyer la merde des clandestins. Ouf ! La fac est sauvée..

Quand on pense que le squatt devant la fac ça dure depuis plus d'un an. Les migrants étaient partis quelques mois mais depuis mars ils sont à nouveau là, chaque jour...

VIDÉO – Une rixe à l'arme blanche a éclaté mardi entre une trentaine d'invidus devant la faculté d'éco-gestion de l'université d'Aix-Marseille. Depuis, la présence policière devant la faculté a été «nettement renforcée».

Les images sont très violentes. Sous les arcades de la halle Puget, juste devant la

faculté d'économie et de gestion de l'université d'Aix-Marseille, une trentaine de migrants réunis autour de quelques matelas de fortunes disposés ça et là s'invectivent et se frappent violemment. Certains d'entre eux ont en main de «longs couteaux courbés», qualifiés par la voix off de la vidéo de «sabres». Postée sur les réseaux sociaux et [reprise par France 3](#), cette bagarre qui a eu lieu mardi est la deuxième de la semaine sous cette halle. À chaque fois, les étudiants «absolument paniqués» de la faculté voisine ont été confinés derrière les grilles de l'université. Devant un tel niveau de violence, son doyen Pierre Granier a alerté la mairie, sans solution concluante pour l'instant. De son côté, la préfecture des Bouches-du-Rhône assure avoir «nettement renforcé» la présence policière en ces lieux depuis la bagarre.

«Des bagarres comme celle-là, il y en a tout le temps devant la fac, raconte au *Figaro* un étudiant en licence d'économie et de gestion de l'université Aix Marseille. Ce sont des règlements de compte entre eux, mais ils ne s'en prennent jamais aux étudiants.» *Ils sont en effet une cinquantaine de migrants à squatter le dessous de la halle Puget depuis le mois de septembre 2017. «Ils étaient arrivés l'année dernière, et ça s'était déjà très mal passé avec les jeunes du quartier, confie Pierre Granier. Au bout de deux mois, la halle s'était vidée jusqu'au mois de mars de cette année où ils sont revenus.»*

«Des couteaux courbés qui ressemblent à des sabres»

L'insalubrité sous les colonnades préoccupe le personnel de l'université depuis quelques mois. «**Les conditions d'hygiène sont terribles, explique encore Pierre Granier. Nous n'avons pas de toilettes publiques ici, alors ces jeunes utilisent la rue pour cela, c'est une saleté épouvantable.**» Depuis quelques semaines, des affrontements entre migrants ont régulièrement lieu. «**Cela fait deux fois cette semaine qu'on est obligé de fermer les grilles de l'université et de confiner nos étudiants à l'intérieur. Plusieurs jeunes portent à la ceinture des couteaux courbés qui ressemblent plus à des sabres qu'à des instruments de cuisine.**»

Devant une situation qui inquiète tout le monde, enseignants, étudiants et personnel administratif, Pierre Granier a décidé d'alerter le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, qui a renvoyé la balle à la préfecture des Bouches-du-Rhône. «*La préfecture nous répond pour l'instant qu'un groupe de travail constitué de personnel de la ville, de l'université et du département a été constitué. Il ambitionne de faire occuper autrement la halle, mais vu l'état de la situation en cours, je vois mal*

comment on pourrait la transformer en marché aux fleurs» poursuit, fataliste, le doyen de la faculté. Au Figaro, la préfecture assure toutefois que «l'État et la ville de Marseille travaillent de concert pour renforcer la sécurisation (police nationale et municipale sur place) et la salubrité (nettoyage quotidien) de ce lieu».

«On a peur de perdre 50% de nos étudiants sur Marseille»

Le personnel de la faculté a décidé hier matin de lancer une pétition qui sera en ligne prochainement pour faire réagir directement le préfet sur cette question de sécurité des étudiants. *«Si nous n'agissons pas tout de suite, plus aucun parent ne voudra inscrire son enfant dans notre faculté. On a peur de perdre 50% de nos étudiants sur Marseille l'an prochain»* conclut Pierre Granier.

http://etudiant.lefigaro.fr/article/violents-reglement-de-comptes-entre-migrants-devant-l-universite-de-marseille_d4a31268-c2fb-11e8-af9a-1ecac13903f7/

Le squat sur les campus ou à côté des campus a d'ailleurs le vent en poupe. Et cela se comprend, où, ailleurs que sur les campus, trouver de l'espace, des gauchistes avec du temps et de l'argent pour aider les clandestins ? Et des professeurs pour encourager les étudiants à les soutenir ?



https://www.lamontagne.fr/clermont-ferrand/social/puy-de-dome/2017/10/26/des-professeurs-de-l-universite-soutiennent-les-migrants-de-la-fac-de-lettres-de-clermont-ferrand_12605291.html

A Clermont-Ferrand, par exemple, l'environnement n'a rien à envier à celui de Marseille...



Partout en Europe, c'est la même impéritie, le même refus de prendre le problème à bras de corps.

Le message est très clair, pour les Français comme pour les clandestins : tous ceux qui parviennent chez nous peuvent y rester, nous nous interdisons de les renvoyer chez eux; fussent-ils délinquants, violeurs ou djihadistes.

**Dis maman c'était il y a longtemps l'époque des charters ?
Oui, mon enfant, cela avait commencé un certain 18 octobre 1986, à l'initiative du Ministre de l'Intérieur de l'époque, Pasqua...**



Il y a trente ans, un vol groupé à destination de Bamako quittait l'aéroport de Roissy et renvoyait 101 Maliens dans leur pays d'origine. Ce 18 octobre 1986 installa le charter dans le paysage migratoire français, sous l'impulsion du ministre de l'Intérieur de l'époque, Charles Pasqua.

Lundi 20 octobre 1986, «Le Parisien» révèle qu'un charter DC-8 de la compagnie Minerve à destination de Bamako a décollé deux jours plus tôt, en début de soirée, de l'aéroport de Roissy. A l'intérieur, 101 immigrants maliens. Trois-quarts d'entre eux ne remplissaient pas les conditions de séjour en France, les autres étaient victimes d'une condamnation judiciaire (trafic de stupéfiants le plus souvent).

Cette opération spectaculaire constitue la première application d'une loi, promulguée un mois plus tôt, le 9 septembre 1986. L'Assemblée nationale compte alors 35 députés du Front national. Le texte accorde aux autorités administratives le droit de reconduire à la frontière, sans jugement, les étrangers en situation irrégulière. Concrètement, elle rend aux préfets le droit de prononcer le renvoi, sans passer par l'étape judiciaire et le potentiel recours de l'immigré à un avocat.

En plus de coûter moins cher que les lignes à horaires réguliers, le recours aux charters est vendu par ses partisans comme un moyen d'éviter deux écueils majeurs : le refus d'embarquement opposé par un étranger et/ou le refus pour un pilote de décoller si les conditions de sécurité ne lui semblent pas réunies. Sans oublier que, dans ce type d'appareil, les policiers peuvent être aussi nombreux que les personnes reconduites. Le ministre de la sécurité publique Robert Pandraud va

jusqu'à estimer à 159, le nombre d'étrangers poussés hors des frontières par peur d'être expulsés. «Cela coûte moins cher au gouvernement», ironise-t-il.

Pour rappel, l'illégalité n'est reconnue que dans deux situations : celle de l'étranger en situation irrégulière (clandestin) et celle des déboutés du droit d'asile. On ne connaît pas précisément le nombre de déboutés du droit d'asile reconduits à la frontière, seulement le nombre total de reconduits, sans distinction de motif.

[...]

Au total, du 12 septembre au 22 octobre, ce sont 1 700 étrangers qui sont expulsés, dont 626 Maghrébins, 553 Africains.

Lire la suite de l'article et les éléments sur les expulsions par charters au fil des ans ici :

<http://www.leparisien.fr/societe/dans-le-retro-il-y-a-trente-ans-la-premiere-expulsion-par-charter-d-immigres-maliens-18-10-2016-6222882.php>